



REPONSES DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT AUX QUESTIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE AMR GAZ

Question 1 : (page 8)

Pensez-vous que les fonctionnalités de base proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

La relève à distance des index est une fonctionnalité qui permettra d'éviter la logistique liée à la relève à pied. Cette évolution est attendue par les différents consommateurs. Dans un contexte où cette évolution a été actée pour l'électricité, cette mise à niveau paraît de plus essentielle pour le gaz afin de placer les deux énergies sur un même niveau technologique.

La mise à disposition des données brutes quotidiennes aux fournisseurs mais aussi aux clients et à d'autres acteurs désignés par les clients permettra la mise en place d'actions d'accompagnement à la MDE de la part d'acteurs qui pourront être indépendants de la fourniture de gaz et entretenir une relation de proximité avec les consommateurs. Cela assurera une plus grande diversité des accompagnements proposés et pourra renforcer la confiance des consommateurs dans les conseils qui leur sont donnés, dans la mesure où ils proviennent d'une source indépendante. L'efficacité de ces conseils pourra en être renforcée.

Question 2 : (page 8)

Pensez-vous que les fonctionnalités complémentaires proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

L'analyse de données agrégées et anonymes est une demande des bailleurs sociaux afin de les aider à gérer au mieux leur parc. Ces éléments leur permettent d'évaluer la performance de leurs bâtiments et d'identifier ceux qui nécessitent des interventions permettant de réaliser des économies d'énergie.

Les bailleurs sociaux souhaitent cependant que cette fonctionnalité puisse être mise à leur disposition gratuitement puisqu'il ne s'agit pas de données analysées mais bien de données brutes.

Question 3 : (page 10)

Etes-vous favorable à ce que la redondance spatiale des concentrateurs soit retenue dans le périmètre du projet proposé par GrDF ?

Oui. Il est nécessaire d'obtenir le meilleur taux de performance possible afin de faire en sorte que cette technologie soit robuste et pérenne et de ne pas la discréditer. Ces nouveaux compteurs doivent être conçus pour durer sans que des interventions lourdes doivent intervenir sur le court ou le moyen terme.

Question 4 : (page 10)

A niveau de qualité équivalent, seriez-vous disposés à accepter une mise à disposition des données plus tardive permettant ainsi de limiter le nombre de concentrateurs posés ?

Cette alternative n'est pas chiffrée. Un résultat sur la stabilité et la performance de cette alternative serait nécessaire.

Toutefois, la mise à disposition plus tardive des données pose question quant à l'efficacité des actions de MDE associées.

Question 5 : (page 10)

Selon vous le déploiement systématique d'un afficheur déporté est-il opportun ?



Non. Les gains attendus grâce à ces appareils ne sont pas à ce jour chiffrés avec assez de certitude et ne permettraient sans doute pas de contrebalancer le surcoût induit. L'enjeu est d'avoir un large spectre de supports de l'information possibles et non un afficheur dans le logement.

Question 6 : (page 11)

Êtes-vous favorable à ce que la mise en place systématique d'une vanne de coupure à distance ne soit pas retenue dans le périmètre de la solution ?

Oui. La coupure est un acte qui doit être expliqué et motivé. La relation humaine doit faire partie de cet acte. Cela évitera de plus les erreurs éventuelles qui nécessiteraient ensuite le déplacement d'un agent pour la remise en route.

Question 7 : (page 12)

Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?

Le déploiement doit se faire en lien avec les habitants et les gestionnaires de logements. Le rythme choisi devra être expliqué en amont et faire l'objet d'une communication aux personnes concernées. Les organismes HLM souhaitent notamment être tenus au courant du calendrier de déploiement suffisamment à l'avance afin d'y être préparés.

QUESTIONS RELATIVES AUX APPORTS DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 8 : (page 13)

Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

Les systèmes de comptage évolué permettront une facturation plus juste. Elle devra cependant pouvoir continuer à être lissée sur l'année afin d'éviter les factures lourdes pendant la saison de chauffe.

La sensibilisation des habitants à un comportement économe en énergie est nécessaire et le comptage évolué en est une composante majeure. L'USH craint cependant que des services payants se développent autour de ce sujet sans apporter de réelle efficacité, alourdissant ainsi des factures déjà difficiles à payer pour certains publics. Les personnes les plus fragiles pourraient ainsi être incitées à investir dans des appareils (« box ») qui leur coûteraient plus chers que les gains effectivement réalisés. Un accompagnement et un contrôle strict des possibilités commerciales offertes par ces compteurs doit être mis en place par les pouvoirs publics.

La mise en place du comptage évolué en gaz est en elle-même une évolution technologique nécessaire pour permettre une meilleure gestion du réseau et une relève facilitée. Une différence de niveau technologique entre l'électricité et le gaz serait sans doute difficile à comprendre pour les consommateurs et placerait le gaz à un niveau de modernité inférieur. Cela interdirait par ailleurs une gestion multi-fluides dans les logements.

Question 9 : (page 14)

Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué proposé par GrDF ?

Les retours sur les gains en matière de MDE sont en général obtenus sur des périodes courtes (6 mois – 1 an). Il faudrait avoir des retours sur le long terme (au moins 2 ou 3 ans) pour pouvoir mesurer l'effet réel sur le comportement des habitants.

Des campagnes répétées seront sans doute nécessaires pour conserver un bon niveau de réduction des consommations. La seule mise à disposition d'index ne permet pas d'induire sur le long terme des changements de comportements. Cela doit s'intégrer dans un cadre plus global impliquant tous les acteurs de l'énergie.



Question 10 : (page 14)

Selon vous, l'envoi plus fréquent qu'actuellement de données de consommation réelle est-il nécessaire pour réaliser des gains de MDE ? Si oui, pouvez-vous en préciser les modalités (fréquence, support, coût, acteur responsable, etc.) ?

Un envoi mensuel peut permettre au consommateur de mieux se rendre compte de ses consommations et de s'ajuster. Cependant, l'information brute ne pourra pas être comprise dans la plupart des cas et n'entraînera pas de changement de comportement. Il est donc nécessaire de comparer la donnée, d'une part à la consommation du même point de comptage au cours de l'année précédente, d'autre part, à la consommation dans des logements similaires, en tenant compte des différences de rigueur climatique d'une année sur l'autre.

L'envoi d'un bilan annuel avec une courbe de consommation comparée à l'année n-1 et à un profil-type pourrait suffire pour un premier niveau d'information.

Pour les particuliers, si cette information n'est pas liée à la facture, elle risque de ne pas être lue ou prise en compte. Il sera donc utile de joindre ces deux envois.

Cette information de base pourrait être envoyée par le fournisseur, en version papier ou, sur demande du client, par voie électronique. La gratuité serait assurée pour le consommateur.

Question 11 : (page 14)

Etes-vous favorable à la mise à disposition gratuite par GrDF des données de consommation réelle sur un site internet dédié et sur des supports adaptés aux personnes ne disposant pas d'un accès internet ?

Il est nécessaire que les données soient mises à la disposition des consommateurs (et des acteurs mandatés par eux) de façon libre et gratuite.

Pour les personnes n'ayant pas accès à internet, il sera utile qu'un tiers autorisé puisse y accéder pour lui, gratuitement.

QUESTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT TARIFAIRE DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 12 : (page 17)

Que pensez-vous de la mise en oeuvre d'un mécanisme de régulation incitative spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?

Ce mécanisme est nécessaire pour sécuriser la réussite de la mise en place du comptage évolué de gaz. Il devra être transparent et faire l'objet de bilans réguliers afin que chaque acteur ait connaissance du niveau d'atteinte des objectifs par GRDF.

Question 13 : (page 18)

Que pensez-vous de la proposition de couverture des coûts échoués en cas de non déploiement généralisé du projet de comptage évolué ?

La couverture des coûts échoués entraînerait une hausse des tarifs sans hausse de la qualité du service, difficile à comprendre pour le consommateur. Il est préférable que les coûts échoués ne soient pas couverts par l'ATRD4 en totalité en cas de non déploiement du comptage évolué. Il serait nécessaire de savoir ce qui dans ces coûts relève :

- de la recherche et développement qui aurait quoi qu'il en soit été supportée par GRDF
- de demandes spécifiques liées au projet de déploiement du comptage évolué

Question 14 : (page 18)



Que pensez-vous de la proposition de rémunération des immobilisations en cours de la phase de construction de la solution pour le projet de comptage évolué ?

Question 15 : (page 18)

Que pensez-vous de la demande de GrDF relative à la couverture par le futur tarif ATRD4 des coûts d'exploitation engagés par l'opérateur au titre du projet lors de la période tarifaire actuelle ?

QUESTION RELATIVE AU LANCEMENT DE LA PHASE DE CONSTRUCTION DE LA SOLUTION

Question 16 : (page 19)

Etes-vous favorable au lancement de la phase de construction de la solution du projet de comptage évolué de GrDF dans les conditions de régulation envisagées ?

L'USH est favorable au lancement de la phase de construction du projet de comptage évolué de GRDF à la condition que le tarif ATRD4 ne couvre pas l'intégralité des coûts échoués en cas de non déploiement.

QUESTION DIVERSE

Question 17 : (page 19)

Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

D'un point de vue technique, les nouveaux compteurs devront pouvoir assurer une interopérabilité avec les équipements qui ont déjà pu être mis en place dans les logements (programmateurs par exemple) sans que cela nécessite d'intervention technique spécifique afin de ne pas remettre en cause des investissements réalisés avant les mesures de MDE. D'une manière plus globale, l'USH souhaite que les équipements de gestion technique des fluides puissent fonctionner ensemble et démontrer qu'ils sont conçus de manière à pouvoir être opérationnels sur le long terme.

Du point de vue de l'efficacité en termes de MDE, le projet de comptage évolué doit permettre une meilleure maîtrise des consommations de gaz mais aussi, pour les habitants, une meilleure maîtrise de leurs factures d'énergie. Le déploiement de cette solution ne doit pas donner lieu à une augmentation des tarifs du gaz substantielle et supérieure aux gains potentiels. Il doit de plus être accompagné par les pouvoirs publics. Des ambassadeurs de la maîtrise de la demande en énergie pourraient par exemple être créés, sur le principe des ambassadeurs du tri sélectif, allant au contact des habitants, leur expliquant la part relative des différents usages dans une facture énergétique avec des outils pédagogiques, leur délivrant des conseils pour moins et mieux consommer, le bon usage d'un logement BBC...